

Catherine BOIDRAS
Bibliothèque de Sciences Po
Denis-Constant MARTIN
CERI, Fondation nationale des sciences politiques

LA LITTÉRATURE D'OPPOSITION À L'APARTHEID

La France ne fut jamais aux avant-postes de la lutte anti-apartheid. Le peu d'intérêt suscité par un pays africain qu'elle n'avait pas colonisé, les relations spéciales que ses gouvernements ont entretenu avec Pretoria de la fin de la seconde guerre mondiale à 1985¹ et les divisions politiques des forces anti-racistes expliquent probablement pourquoi les mouvements anti-apartheid y ont été moins actifs qu'au Royaume uni ou aux Pays Bas. Cela ne signifie pas toutefois que rien n'y fut entrepris pour informer sur l'Afrique du Sud, dénoncer la ségrégation et l'apartheid, mobiliser les citoyens français contre les politiques de Pretoria, et la bienveillance dont elles bénéficiaient de la part des autorités françaises. Les publications en témoignent partiellement. Relativement nombreuses, elles ne peuvent rendre compte de la multiplicité des luttes qui se sont déroulées localement, dans les communes et sur les marchés, menées par des syndicats, des forces politiques et des associations. Une bibliographie ne peut indiquer que ce qu'elle recense : des publications ; une responsable de la documentation d'un des principaux syndicats français, pour expliquer que ce syndicat n'ait rien publié sur l'Afrique du Sud, nous a affirmé : « Nous préférons agir qu'écrire. » En outre, les documents directement liés aux luttes de terrain sont difficilement accessibles : les tracts sont rarement conservés, les affiches sont vite recouvertes² ; les collecter demanderait un énorme travail que nous n'avons pu entreprendre pour cet ouvrage. L'histoire des mouvements anti-apartheid en France reste à rédiger — ce serait un beau sujet de thèse — mais à notre connaissance, elle n'a pas encore été entreprise. Pour le présent chapitre, nous nous sommes bornés à sélectionner des livres³ (une bibliographie des articles n'aurait pu entrer dans le format de ce chapitre) publiés des années 1960 aux années 1980, en faisant quelques incursions dans les années 1990. Nous avons, en revanche, choisi d'interpréter l'idée d'« opposition à l'apartheid » assez largement : nous avons retenu des ouvrages condamnant, même mollement, l'apartheid en excluant seulement ceux qui affichaient un soutien ouvert au gouvernement de Pretoria⁴. Dans la mesure où, plusieurs auteurs l'affirment, pour agir contre l'apartheid, il fallait d'abord informer, nous avons conservé un grand nombre d'ouvrages qui décrivent et analysent le système de l'apartheid, œuvres de chercheurs⁵ ou de journalistes dont certains étaient également militants de mouvements anti-

¹ Bach D.C., dir., *La France et l'Afrique du Sud, histoire, mythes et enjeux contemporains*, Paris, Karthala, 1990, 432p.; Bosgra S., *France-South Africa*, Amsterdam, NIZA (Nederlands Instituut voor Zuidelijk Afrika), 2006 (manuscrit)

² C'est tout l'intérêt de *L'Apartheid, le dos au mur*, Paris, L'Harmattan, 1982, 90 p., qui reproduit 80 affiches, venues de nombreux pays, dont la France, réunies pour une exposition qu'avait organisée en 1982 le musée de l'Affiche en collaboration avec le MRAP. Les affiches françaises reproduites dans cet ouvrage avaient été produites par le MRAP, le BIAA, la CAO et le CCFD.

³ Le lecteur pourra se référer à la bibliographie plus complète présente dans ce même dossier.

⁴ Tels ceux de Michel Droit ou Bernard Lugan.

⁵ Dont plusieurs sont sans doute également citées dans les chapitres consacrés aux sciences humaines et sociales ; ces doublons étant justifiés par la nécessité de mettre en relief, dans le présent chapitre, les modes de construction des argumentaires de dénonciation.

apartheid, du MAA tout particulièrement. Les frontières entre publications militantes et travaux d'analyse ou de recherche étaient, en ce domaine, particulièrement ténues⁶.

Ouvrages militants

Deux courants ont, pour l'essentiel, animé la lutte contre l'apartheid en France. D'une part, le Parti communiste français (PCF) et des associations qui en étaient proches ; d'autre part, ce que l'on agrège habituellement sous le nom de Mouvement anti-apartheid (MAA), issu du Collectif d'organisation de campagnes d'information sur l'Afrique australe (CIAA), à quoi se rattachaient la Campagne anti-Outspan (CAO), qui organisait le boycott des agrumes importés d'Afrique du Sud⁷, le Bureau d'information sur l'Afrique australe (BIAA), qui publiait le mensuel *Apartheid Non !*⁸, et plus d'une cinquantaine d'autres associations. À ces deux grandes tendances, on peut ajouter le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD), Amnesty International, la Confédération française démocratique du travail (CFDT) et deux cercles trotskystes qui éditaient également des publications consacrées à l'Afrique du Sud.

Si les organes de presse du PCF⁹ ont publié de nombreux articles consacrés à l'Afrique du Sud et à l'apartheid, le parti en tant que tel n'y a consacré aucun livre ou brochure. Il diffusait, notamment lors de la fête de l'*Humanité*, des publications émanant d'organisations qu'il soutenait¹⁰, de l'African National Congress (ANC) en tout premier lieu, et appuyait les activités de l'Association française d'amitié et de solidarité avec les peuples d'Afrique (AFASPA), puis des Rencontres nationales contre l'apartheid (RNCA). C'est naturellement aux éditions du PCF que le secrétaire national de l'AFASPA, Maurice Cukierman, publia un ouvrage où il montrait comment l'apartheid servait les intérêts de l'impérialisme et appelait à la solidarité internationale¹¹, ouvrage préfacé par Francis Meli, pseudonyme d'Allan Madolwana, membre du Comité exécutif national de l'ANC, signataire par ailleurs d'une histoire de l'ANC préfacée dans son édition française par Maurice Cukierman¹². Dans *Afrique du Sud, cap sur la liberté*, Maurice Cukierman et Francis Meli stigmatisaient les forces de la gauche française qui demeuraient, selon eux, passives face à l'apartheid, et critiquaient les « gauchistes » qui entendaient donner des leçons à l'ANC. On retrouve là les traces des divisions qui ont lourdement pesé sur les luttes anti-apartheid en France, et les ont considérablement affaiblies. Le PCF, solidaire du Parti communiste sud-africain (SACP) et de l'ANC, considérait avec suspicion toute

⁶ Nous avons pensé qu'il était nécessaire de traiter en général des ouvrages disponibles en français, et le plus souvent en France, susceptibles de faire connaître l'apartheid, donc de favoriser la prise de conscience du caractère pernicieux de ce système et de nourrir l'action des militants ; c'est pourquoi nous avons également inclus dans cette bibliographie des ouvrages en traduction.

⁷ Et avait produit une affiche qui marqua les esprits : on y voyait une tête d'enfant noir empalée par une main blanche sur un presse citron.

⁸ *Apartheid non !*, Paris, Campagne anti-Outspan, 1976-199X (ISSN 0339-8862)

⁹ *L'Humanité*, *L'Humanité dimanche*, *Les Cahiers du communisme*, *La Nouvelle critique*, *Révolution*, etc.

¹⁰ C'est le cas du document le plus ancien que nous ayons trouvé, une brochure écrite par le secrétaire général du Parti Communiste sud-africain, Joe Slovo, publié sous un pseudonyme « africain » : Dubula, Sol [pseud. Joe Slovo], *La menace de l'apartheid*, Prague, Éditions Paix et Socialisme, 1966, 39 p. ; ou encore d'un autre livret de l'ANC dénonçant le soutien apporté par le gouvernement français au régime de Pretoria : CONGRÈS NATIONAL AFRICAIN (AFRIQUE DU SUD), *L'apartheid et la France (1958-1973)*, Budapest, Interpress, 1973, 44p.

¹¹ Cukierman, M., *Afrique du Sud, cap sur la liberté*, préface de Francis Meli, Paris, Messidor-Éditions sociales, 1987, 279 p.

¹² Meli, F. [pseud. Allan Maldowana], *Une histoire de l'ANC, African National Congress*, préface et postface de Maurice Cukierman, Paris, L'Harmattan, 1991, 313 p.

entreprise émanant d'organisations indépendantes, soucieuses de conserver leur liberté d'analyse des réalités sud-africaines. Le MAA, de son côté, entendait garder une autonomie d'action et de réflexion totale et certains de ses membres ou de ses associations affiliées semblaient parfois dans un anti-communisme systématique. Il n'y eut, par conséquent, pratiquement aucune action entreprise conjointement par le PCF, l'AFASPA, les RNCA, d'un côté, et le MAA, de l'autre...

Le MAA s'exprima surtout à travers *Apartheid Non !* et ses numéros spéciaux. Ceux-ci démontaient avec minutie les mécanismes de l'apartheid ; ils fournissaient des informations détaillées sur ses divers aspects : régime politique, répression, système éducatif, mouvement syndical, bantoustans, et dénonçaient chiffres à l'appui la collaboration des pouvoirs et intérêts économiques français avec les autorités et firmes sud-africaines¹³. Le MAA réclamait donc la mise en place d'une politique de sanctions énergiques à l'encontre de l'Afrique du Sud¹⁴, politique que le gouvernement français n'appliqua qu'en 1985 seulement.

Le MRAP fut aussi présent dans les actions anti-apartheid, sans pour autant en laisser beaucoup de traces écrites : il mena campagne pour la libération du poète Breyten Breytenbach, emprisonné en Afrique du Sud, et organisa des manifestations hebdomadaires devant l'ambassade d'Afrique du Sud à Paris pour protester contre le sort réservé aux militants de l'ANC, Solomon Mahlangu et James Mange¹⁵.

La section française d'Amnesty International, conformément à la vocation de cette organisation, mit l'accent, dans ses actions et ses publications, sur les violations des droits humains, la répression et le sort des personnes emprisonnées¹⁶.

Le CCFD, une des rares organisations catholiques françaises présentes sur le front de la lutte anti-apartheid, se signala par la production d'un documentaire très émouvant dans lequel étaient mis en parallèle la vie d'une jeune fille africaine vivant à Soweto et celle d'une blanche du même âge habitant un quartier aisé de Johannesburg¹⁷. Il traduisit et diffusa également un texte écrit à l'origine pour l'association catholique irlandaise TROCAIRE qui, à la suite d'une présentation générale des méfaits de l'apartheid (pauvreté des « non-blancs », violence), développait une réflexion

¹³ Durant, A., « Afrique du Sud : un peuple sous les verrous », *Apartheid non !*, Numéro spécial 1976, 69 p. ; « L'explosion syndicale », *Apartheid non !* 53, Numéro spécial octobre-novembre 1983, 190p. ; « L'isolement de l'Afrique du Sud : des sanctions contre l'apartheid, colloque, UNESCO, 19-20 octobre 1985 », *Apartheid non !*, supplément au n°62, juin 1986, 172p. ; Passebois, S., « Total : le carburant de l'apartheid », *Apartheid non !*, novembre 1986, 127 p. ; Bouillon Antoine, « Les Bantoustans, archipel de l'apartheid », *Apartheid non !* 71, Numéro spécial 1989, 148p.

¹⁴ Mouvement anti-apartheid (France), *Charte pour l'isolement total du régime sud-africain d'apartheid*, Paris, Mouvement anti-apartheid, 1984, 36 p.

¹⁵ Le MRAP organisa, avec le Comité Breytenbach et le Groupe contre le racisme de la Fédération protestante de France, une « Commission d'enquête sur l'apartheid », qui aboutit à un acte d'accusation dénonçant les crimes de Pretoria et la politique française de coopération avec l'Afrique du Sud dans les domaines de l'armement et de l'énergie nucléaire : *La France et l'apartheid : documents de la Commission d'enquête sur l'apartheid en Afrique du Sud (Sessions des 23 mai 1976 et 29 janvier 1977, Paris)*, Paris, L'Harmattan, Droit et liberté, 1978, 223 p.

¹⁶ Amnesty international, *Emprisonnement politique en Afrique du Sud*, Paris, Amnesty international, 1978, 94 p. ; Amnesty international, *Afrique du Sud : état d'urgence*, Paris, EFAI, 1986, 63 p. ; Amnesty international, *Afrique du Sud : répression des opposants à l'apartheid*, Paris, EFAI, 1985, 100 p.

¹⁷ Sauvageot, Cl., Sheppard, Ch., *Avoir seize ans au pays de l'apartheid*, Paris, CCFD, 1987 (cassette VHS, 61').

théologique à caractère « prophétique » affirmant que Dieu est toujours du côté des opprimés¹⁸.

Le seul indice écrit de l'implication des syndicats français dans le combat contre l'apartheid que nous avons rencontré est une publication de la CFDT illustrant l'exploitation des travailleurs noirs en Afrique du Sud, évoquant les luttes syndicales et appelant les travailleurs français à s'engager dans la lutte contre le régime sud-africain¹⁹.

Enfin, les Cercles Léon Trotsky, émanation de Lutte ouvrière (LO), parti politique français rattaché à la nébuleuse trotskyste, publièrent deux brochures expliquant que le prolétariat noir devait se libérer de l'emprise du nationalisme pour participer au combat du prolétariat international contre le grand capital²⁰, puis que l'ANC menait, certes, une politique nationaliste radicale mais était opposée au pouvoir des masses populaires. La classe ouvrière sud-africaine méritait mieux, y affirmait l'auteur anonyme, que le remplacement d'un capitalisme de couleur (blanc) par le capitalisme tout court, mais elle n'était pas consciente de sa force...²¹ Un autre groupement trotskyste, affilié celui-là au Parti des travailleurs (PT), proposait des analyses similaires, à quoi il ajoutait deux documents intéressants : une histoire du trotskysme en Afrique du Sud et, surtout, un texte de Rosa Luxembourg sur l'Afrique du Sud²².

À côté des militants, des forces politiques et sociales, des artistes s'organisèrent pour exprimer sans ambages leur opposition à l'apartheid, des animateurs culturels organisèrent des manifestations pour faire connaître ses réalités et diffuser des œuvres sud-africaines dénonçant les politiques de Pretoria. 85 peintres et plasticiens (dont Pierre Soulages, Arman, Roberto Matta, Wifredo Lam, Antoni Tàpies, Zao Wu-ki, Ernest Pignon-Ernest) organisèrent à Paris, en novembre-décembre 1983, une exposition d'œuvres destinées à être remises au premier gouvernement sud-africain libre et démocratique issu d'élections au suffrage universel, accompagnées de textes d'intellectuels prestigieux (parmi lesquels Jacques Derrida, Michel Butor, Albert Jacquard, Michel Leiris)²³. Dans le même esprit, Dominique Lecoq et Jacques Derrida (qui y signait un texte intitulé « Admiration de Nelson Mandela ou les Lois de la réflexion ») rassemblèrent des écrits originaux —essais, poèmes, nouvelles, pièces de théâtre — donnés par des auteurs du monde entier (Nadine Gordimer, Jorge Amado, Susan Sontag, Heiner Müller, Olympe Bhély-Quenum, Kateb Yacine) qui rendaient hommage à Nelson Mandela²⁴, témoignage de respect que prolongea à sa manière André Benedetto sur une scène avignonnaise²⁵. Les journées cinématographiques d'Amiens, en collaboration avec le MRAP, et la Cinémathèque française, en collaboration avec le MAA, consacrèrent des festivals à des films d'Afrique du Sud et sur l'Afrique du Sud²⁶ ; la brochure d'Amiens

¹⁸ Tremblay J., *Afrique du Sud : l'apartheid sans masque*, traduit de l'anglais par Jean-Pierre Richard, Paris, CCFD, Karthala, 1987, 126 p.

¹⁹ Confédération française démocratique du travail (Paris). Secteur international, *Afrique du Sud : la vérité*, Paris, Montholon-services, 1978, 144 p. (Collection CFDT information).

²⁰ Cercle Léon Trotsky, *L'Afrique du Sud, histoire d'une colonie : lutte de classe et oppression coloniale : exposé du 9 mars 1984*, Paris, Lutte ouvrière, 1984, 59 p.

²¹ Cercle Léon Trotsky, *Afrique du Sud, 15 années de lutte du prolétariat contre l'apartheid*, Paris, Lutte ouvrière, 1989, 63 p. (Supplément à *Lutte ouvrière* 1128).

²² *Documents sur le mouvement révolutionnaire en Afrique du Sud*, Paris, Centre d'études et de recherches sur les mouvements trotskystes et révolutionnaires internationaux, 1991, 57 p.

²³ *Art contre apartheid*, Paris, Les artistes du monde contre l'apartheid, 1983, 142 p.

²⁴ Derrida, J. ; Lecoq, D., dir., *Pour Nelson Mandela*, Paris, Gallimard, 1986, 216 p.

²⁵ Benedetto, A., *Le Monde est là, Mandela, Avignon, Théâtre des Carmes, 8 juillet 1987*, Paris, Silex, 1989, 89 p.

²⁶ Duval, P., dir., « Cinéma et apartheid », supplément à *Différence* 28, novembre 1983, 68 p. ; *Les Ecrans de la liberté présentent Cinéma sous influence, cinéma de résistance*, Paris, Cinémathèque française, Mouvement anti-apartheid, 1990, 44 p.

proposait pour mieux les situer une brève histoire du cinéma sud-africain rédigée par son meilleur spécialiste, Keyan G. Tomaselli.

Ouvrages d'information, de dénonciation et d'analyse

Quels qu'aient été les engagements de leurs auteurs, ces ouvrages se distinguent de la littérature militante au sens étroit du terme parce qu'ils furent publiés sans le soutien direct d'une organisation impliquée dans la lutte anti-apartheid et s'efforçaient avec quelquefois plus de nuances de décrire et d'expliquer ce qui, dans les réalités sud-africaines, était intolérable²⁷. À vrai dire, la majorité des livres publiés en France sur l'Afrique du Sud pendant la période prise en considération présentaient — à la suite d'une histoire du pays, d'une description de son évolution et d'une analyse du système mis en place depuis 1948 — une critique de l'apartheid, parfois modérée²⁸, souvent radicale.

Cette radicalité se trouva proclamée d'emblée par le livre qui, pendant longtemps, servit de référence pour la connaissance de l'apartheid. Sous un titre tellement bien tourné qu'il en devint une expression générique pour désigner les régimes de domination mis en place par Pretoria, le *pouvoir pâle*, Serge Thion appliquait à l'apartheid une grille d'analyse inspirée de Georges Balandier, mettant en relief des stratégies de résistance face à l'oppression. Indubitablement pionnier, bien documenté, l'ouvrage de Serge Thion, qui n'était jamais allé Afrique du Sud et avait travaillé uniquement sur documents, souffrait d'un manichéisme qui donnait un ton catastrophiste à sa conclusion²⁹. Sous-estimant les partages forgés dans les drames d'une histoire commune, ses analyses étaient sommairement dichotomiques et concluaient à l'inéluctabilité de la violence : « Au moment même où s'annonce cette inquiétante vérité, il importe de la concevoir dans toute son ampleur : la lutte de libération passe par l'écrasement physique d'une partie considérable de la communauté européenne. » (p. 282).

La fermeté de la condamnation n'entraînait pas nécessairement l'annonce d'un bain de sang, bien des auteurs le prouvèrent ensuite. Odette Guitard, par exemple, qui, dans un *Que sais-je ?* régulièrement mis à jour, offrait une présentation complète et rigoureuse de l'Afrique du Sud après 1948 et fournit ainsi aux militants français un des meilleurs outils dont ils aient disposés pour expliquer à leurs concitoyens qu'il leur fallait fermement s'opposer à l'apartheid³⁰. À la fin des années 1980, Pierre Haski, qui avait pendant plusieurs années été le correspondant de l'Agence France-press en Afrique du Sud, compléta avec précision cette synthèse en apportant des informations vivantes sur le renouveau du nationalisme noir et les soubresauts qui annonçaient la fin du système³¹.

²⁷ Ils entendaient ainsi s'écarter du type de discours anti-apartheid que Jean-Claude Barbier qualifie un peu rapidement et assez injustement (chapitre 5, pp. 58-75) de « paranoïaque-révolutionnaire » : Barbier, J.-C., *L'Afrique du Sud après l'apartheid*, Paris, Kimé, 1991, 302 p.

²⁸ C'est le cas de deux ouvrages de juristes réputés : Zorgbibe, C., *Les derniers jours de l'Afrique du Sud*, Paris : Presses universitaires de France, 1986, 212 p., où l'on pouvait lire que la constitution tricamérale de 1983 signifiait la fin du « pouvoir pâle » et qu'en tout état de cause le suffrage universel n'était guère adapté à une société pluricommunautaire (p. 179) ; Cadoux, Ch., *L'Afrique du Sud*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1966, 400 p., où l'auteur jugeait que les gouvernements de Pretoria devaient faire preuve d'ouverture d'esprit, respecter la dignité de la personne humaine et, par conséquent, élargir la participation aux responsabilités. Pourtant, dans cette perspective, il avançait que les bantoustans pourraient peut-être aboutir à des résultats « étonnants » (pp. 382-383).

²⁹ Thion, S., *Le pouvoir pâle : essai sur le système sud-africain*, Paris, Le Seuil, 1969, 317 p.

³⁰ Guitard, O., *L'apartheid*, 3e édition, Paris, Presses universitaires de France, 1990, 127 p.

³¹ Haski, P., *L'Afrique blanche : histoire et enjeux de l'apartheid*, Paris, Le Seuil, 1987, 303 p.

Aux remarquables présentations générales proposées par Odette Guitard et Pierre Haski, on pouvait ajouter, dans la seconde moitié des années 1980, quelques autres documents. Dans leurs deux livraisons des *Notes et études documentaires* de la Documentation française, Philippe Bas et Denis Tersen, hauts fonctionnaires issus de l'ENA, insistaient sur le caractère « irréaliste » de l'apartheid et prédisaient que l'indispensable dialogue serait difficile du fait de la « rigidité » du gouvernement sud-africain³² ; ils soulignaient également les « ambiguïtés » de la communauté internationale (URSS y comprise) face à Pretoria³³. Gérard Chaliand, publiciste connu pour ses travaux sur les mouvements révolutionnaires et tiers-mondistes, interprétait le tournant des années 1984-1986 (développement des luttes et état d'urgence) comme l'indice qu'une montée aux extrêmes était quasi-inévitable (p. 124) ; l'intérêt essentiel de son petit livre était l'atlas pratique qui y était inclus, comprenant une quarantaine de cartes historiques, économiques, politiques et démographiques³⁴. Des diplomates, retour de poste, tirèrent de leur expérience matière à publication. Ce fut le cas de Jean-louis Maisonneuve qui passa deux ans à Pretoria (1974-1977), et s'y trouvait donc au moment du soulèvement de Soweto ; il considérait l'apartheid comme absurde et impraticable mais voyait le pays dans une impasse politique dont, peut-être, un système fédéral pourrait le sortir³⁵. Autres temps, autre gouvernement en France, Alain Bockel fut conseiller culturel à l'ambassade de France en Afrique du Sud en 1983-1986. Il s'intéressa donc aux changements survenus après 1976, qu'il trouvait fort modestes (p. 55) ; son analyse historique et politique mettait en évidence les contradictions du système et l'impossibilité de le maintenir dans la durée mais il constatait que les solutions possibles, soit cooptation de responsables noirs par les autorités blanches, soit négociations du gouvernement avec l'ANC, ne paraissaient pas devoir être adoptées à court terme par un gouvernement pouvant difficilement accepter de renoncer à la domination blanche³⁶.

Le pessimisme qui marqua les publications françaises sur l'Afrique du Sud, jusque tard dans les années 1980, découlait souvent d'une approche globale de la situation peignant le pays en grands masses contrastées, sans toujours y placer les nuances, les contradictions, les ambiguïtés qui tramaient la coexistence non pacifique des communautés. Dominique Darbon, un des rares universitaires français (avec Claude Meillassoux) à avoir séjourné dans le pays voulait, lui, faire mieux comprendre ces complexités en découvrant la fragmentation de la société politique blanche³⁷ et, avec son collègue bordelais Christian Coulon, en révélant les « entre-deux » de la société sud-africaine (système éducatif, armée, ethnicisme, renouveau syndical, musiques) qui savaient les classements et les antagonismes rigides³⁸. Afin d'éclairer cette « Afrique du Sud ambiguë », quelques tentatives furent faites pour donner à lire en français des textes sud-africains reflétant la diversité réelle du pays. C'était l'idée qui sous-tendait le recueil de textes proposé par Jean Sévry, couvrant l'ensemble des problèmes de l'Afrique du Sud dans les années 1980³⁹. Claude Meillassoux, à l'issue d'un séjour en Afrique du

³² Bas, Ph. ; Tersen, D., « L'Afrique australe dans la tourmente. T.1, La forteresse de l'apartheid », *Notes et études documentaires* 4848, 1987, 128p.

³³ Bas, Ph.; Tersen, D., « L'Afrique australe dans la tourmente. T.2, Les relations de puissance », *Notes et études documentaires* 4849, 1987, 144 p.

³⁴ Chaliand, G., *Où va l'Afrique du Sud ?*, Paris, Calmann-Lévy, 1986, 176 p.

³⁵ Maisonneuve, J.-L., *Le Cap de désespérance : l'Afrique du Sud ? un problème, un avenir*, préface de Michel Jobert, Lyon, Éditions l'Hermès, 1977, 274 p.

³⁶ Bockel, A., *De l'apartheid à la conquête du pouvoir : le défi démocratique en Afrique du Sud*, Paris, Publisud, 1986, 233 p.

³⁷ Darbon, D., *Afrique du Sud : la fin des certitudes*, Talence, Centre d'études d'Afrique noire, 1987, 69 p. (Travaux et documents).

³⁸ Coulon, Ch. ; Darbon, D., dir., « Afrique du Sud ambiguë », *Politique africaine* 25, mars 1987, 156p.

³⁹ Sévry, J., dir., « Afrique du sud : l'apartheid en crise », *Problèmes politiques et sociaux* 559, mai 1987, 40 p. ; Jean Sévry proposa par ailleurs une remarquable anthologie des écrivains sud-africains, de tous les groupes, de toutes les époques, augmentée de quelques entretiens : Sévry, J., *Afrique du*

Sud, sélectionna des articles de presse qui dénonçaient l'apartheid (infirmant ainsi l'idée que le Parti national au pouvoir serait de type nazi et que rien n'échapperait à la censure et à la répression) mais n'influençaient que faiblement une opinion blanche devant qui le gouvernement brandissait efficacement la menace du « terrorisme »⁴⁰ ; avec Christine Messiant, il introduisit des travaux universitaires qui démontaient le mécanisme des manipulations culturelles visant à retribaliser artificiellement les populations africaines pour mieux justifier la politique de grand apartheid et les *homelands*⁴¹. La Société africaine de culture, éditrice de la revue *Présence africaine*, avait ouvert le chemin dès 1978 avec un épais volume où se croisaient textes politiques et littéraires (Ezekiel Mphahlele, Bloke Modisane, Alex La Guma, James Matthews, Nat Nakasa, Richard Rive, Lewis Nkosi) destinés à manifester une solidarité avec les luttes sud-africaines contre l'apartheid et à éveiller une conscience noire continentale alors que certains chefs d'État africains en étaient encore à prôner le « dialogue » avec Pretoria⁴² ; huit ans plus tard, une suite lui fut donnée, moins bien conçue, pauvrement organisée mais riche de quelques textes sud-africains⁴³.

Récits journalistiques et témoignages

Le fonctionnement de la propagande officielle en faveur de l'apartheid est aujourd'hui bien connu ; Jacques Marchand (un des animateurs du MAA) a notamment montré comment Pretoria avait tissé des réseaux de soutien dans les milieux d'affaires internationaux, français tout particulièrement, au sein des personnels et des partis politiques étrangers, parmi les journalistes. Qui voulait bien contribuer à la confection d'une image positive de l'Afrique du Sud ségrégée se voyait somptueusement aidé⁴⁴. En revanche, toute personne travaillant dans l'enseignement, la recherche ou l'information, soupçonnée d'entretenir des idées critiques à l'endroit de Pretoria se heurtait à des difficultés considérables, parfois insurmontables, pour obtenir un visa permettant d'aller se rendre compte sur place des effets réels de la politique de « développement séparé ». Outre les stipendiés de Pretoria — quelques uns d'entre eux occupaient des places importantes dans la presse française — un petit nombre de journalistes parvint à passer à travers les mailles du filet, à entrer en Afrique du Sud, et à témoigner de ce qu'ils y avaient vu. Grâce aux livres qu'ils tirèrent de ces expériences, l'apartheid au quotidien devint plus concret pour leurs lecteurs français.

La première à rapporter un ouvrage de ce type fut Ania Francos ; prétendant s'intéresser aux Afrikaners, dont certains n'hésitèrent pas à lui confier leurs rêves les plus fous sur le bien-fondé et les bienfaits de la séparation des races, elle collecta des matériaux fascinants sur le paternalisme, la peur de l'autre, tous les délires racistes qui

Sud, ségrégation et littérature : anthologie critique, Paris, L'Harmattan, 1989, 276 p. ; quand Claude Alvarez-Péreyre avait plus spécifiquement étudié dans sa thèse la poésie engagée de langue anglaise : Alvarez-Péreyre, J., *Les guetteurs de l'aube : poésie et apartheid*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1979, 464 p.

⁴⁰ Meillassoux, Cl., *Les derniers Blancs : le modèle sud-africain*, Paris, F. Maspero, 1979, 310 p. (Textes à l'appui Série Feux de brousse).

⁴¹ Meillassoux, Cl. ; Messiant, Ch., dir., *Génie social et manipulations culturelles en Afrique du Sud*, Paris, Arcantère Éditions, 1991, 314 p.

⁴² *L'Afrique du Sud aujourd'hui / South Africa Today*, Paris, Présence africaine, 1978, 439 p. où l'emprise de la négritude était étendue à l'extrémité australe du continent : « Il est donc vraisemblable que les Sud-africains noirs ne jouiront d'une indépendance pleine que si, avec les autres Peuples noirs, ils substituent, dans leur vie, à la civilisation blanche, leur propre civilisation pour renforcer dans le monde le pouvoir et l'autorité culturels des Peuples noirs. » (p. 12-13)

⁴³ *L'Afrique du Sud aujourd'hui : nous sommes tous des noirs d'Afrique du Sud*, Paris, Présence africaine, 1986, 352 p.

⁴⁴ Marchand, J., *La propagande de l'apartheid : comment l'Afrique du Sud se crée une image de marque*, Paris, Karthala, 1985, 284 p.

justifiaient, dans son esprit, que l'on parle de « nazis sud-africains »⁴⁵. À partir d'une enquête sur place réalisée par Dominique Lagarde, Paul Bernetel, rédacteur en chef de *Jeune Afrique* de 1971 à 1976, tenta d'évaluer les conséquences du soulèvement de Soweto⁴⁶ ; à la fin des années 1970, fort des soutiens internationaux dont il bénéficiait encore, le gouvernement sud-africain avait, selon lui, réussi à imposer une « paix fasciste » mais, assurait-il, « pour bien peu de temps » (p. 294). Métis, accepté comme « blanc honoraire », Patrick Erouard-Siad fournit un bon reportage sur l'apartheid dit *petty*, sur ce qu'il pouvait avoir d'humiliant et de dégradant pour ceux qui en étaient victimes⁴⁷. C'est, avec plus de détail, plus de fermeté dans le propos, ce qu'on peut lire aussi dans le livre de Joseph Lelyveld, correspondant du *New York Times* à Pretoria qui fut expulsé par les autorités sud-africaines en 1966 et ne put y retourner qu'en 1980. Ici, la description de l'horreur quotidienne du système, exacerbée par l'état d'urgence, prend la dimension d'un véritable réquisitoire⁴⁸.

D'autres que des journalistes se rendirent en Afrique du Sud pour des raisons diverses et tinrent également à témoigner. Un coopérant, Pierre-André Albertini, nommé à l'université « noire » de Fort Hare, ne se contenta pas d'adresser quelques papiers au quotidien *Libération* et à l'hebdomadaire communiste *Révolution* : ayant rencontré des militants de l'United Democratic Front (UDF) qui, l'ANC et le Pan African Congress (PAC) interdits, menaient au grand jour — mais au risque d'une répression impitoyable — la lutte contre l'apartheid, il décida de les aider, allant jusqu'à transporter des armes pour les combattants de la liberté ; arrêté en 1986, il fut condamné à quatre ans de prison puis fut libéré en 1987 dans le cadre d'un échange de prisonniers. Son livre permet de comprendre dans quelles conditions se déroulait l'action des militants de l'UDF et de l'ANC, comment fonctionnaient les mécanismes de répression et de délation ; il fournit aussi une vision intéressante de la vie dans un bantoustan, le Ciskei⁴⁹.

Des prêtres français partirent officier en Afrique du Sud et se trouvèrent révoltés par ce qu'ils y découvrirent. Jean-Marie Dumortier vécut dans le Bophutatswana, au milieu de la pauvreté, des déplacés de force et trace de ceux qu'il y côtoya des portraits émouvants ; il décrit la surveillance policière à laquelle se trouvaient en butte tous ceux qui étaient soupçonnés de manque de sympathie pour l'apartheid et souligna l'aveuglement des blancs⁵⁰. Emmanuel Lafont fut le curé français de Soweto, en réalité de Saint Philippe Neri dans le quartier de Moletsane ; la biographie qu'en traça Isabelle Marque rendait bien compte du double rôle de témoin et de médiateur qu'il y joua et rappelait son action au sein du MUCCOR (Ministres unis pour la responsabilité commune des chrétiens)⁵¹.

Autres types de témoignages, ceux qui furent recueillis auprès de Sud-africains par des journalistes étrangers : récits d'enfants qui disaient la violence ordinaire, les disparitions, les assassinats, les tortures, les viols, collectés par le Comité de soutien des associations de parents d'enfants détenus et mis en forme par Élise Fischer, rédactrice au *Courrier de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture*⁵² ; entretiens réalisés par une Sud-africaine émigrée en Californie avec des femmes, militantes de l'ANC ou d'organisations féminines, qui évoquaient les difficultés propres

⁴⁵ Francos, A., *L'Afrique des Afrikaners*, Paris, René Julliard, 1966, 319 p.

⁴⁶ Bernetel, P., *Les enfants de Soweto : l'Afrique du Sud en question*, enquête en Afrique du Sud de Dominique Lagarde, Paris, Stock, 1977, 310 p.

⁴⁷ Erouard-Siad, P., *Afrique du Sud : blanc honoraire*, Paris, Ramsay, 1985, 306 p.

⁴⁸ Lelyveld, J., *Afrique du Sud, l'apartheid au jour le jour*, traduit de l'américain par Josie Fanon, Paris, Presses de la cité, 1986, 295 p.

⁴⁹ Albertini, P.-A., *Un Français en apartheid*, Paris, Gallimard, 1988, 261 p.

⁵⁰ Dumortier, J.-M., *Pour ne pas vous oublier : prêtre en Afrique du Sud*, préface de Marcel Rivallain, Paris, Éditions ouvrières, 1991, 181 p.

⁵¹ Marque, I., *Emmanuel Lafont, un prêtre à Soweto*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1997, 127 p.

⁵² Fischer, E., *Les enfants de l'apartheid*, Paris, Fayard, 1988, 183 p.

aux femmes entrées dans la lutte et, plus précisément, le sort des prisonnières — à nouveau la torture, le terrorisme sexuel, les viols⁵³. Des biographies, des fragments autobiographiques vinrent s'ajouter à ces documents. Le poète afrikaner Breyten Breytenbach, coupable d'être marié à une femme d'origine vietnamienne et « traître » à sa supposée communauté, fut arrêté après être rentré clandestinement dans son pays en 1975, il fut condamné à neuf ans de prison puis libéré en 1982. À travers le récit de son expérience carcérale, des interrogatoires auxquels il fut soumis, ce sont l'absurdité et la perversité d'ensemble du système qu'il montra⁵⁴. Dans un esprit et une langue différents, le pasteur luthérien Tshenuwani Simon Farisani, fit pareillement état de la bêtise, de l'arrogance et de la cruauté des policiers sud-africains ; il confirmait que l'indépendance des bantoustans était absolument fictive et que les forces de répression sud-africaines y opéraient comme elles le voulaient⁵⁵. Dans ce sombre paysage brillaient pourtant quelques lueurs d'espoir. Les plaidoiries que Nelson Mandela présenta lors de ses procès de 1962 et 1964 ne l'empêchèrent évidemment pas d'être condamné à la détention criminelle à perpétuité mais le rappel des principes moraux qui fondaient la Charte de la liberté, au nom de laquelle il se battait, la justification de la lutte armée par la violence du gouvernement, donnaient à la lutte de l'ANC un objectif clair, qui ne pouvait pas ne pas être réalisé un jour : la construction d'une société non raciale et démocratique⁵⁶. C'est évidemment pour contribuer à l'avènement d'une telle société que se battit, d'une autre manière, l'archevêque anglican Desmond Tutu ; la biographie qu'en écrivit Shirley Du Boulay signalait les étapes de son engagement et soulignait la richesse et la complexité de sa personnalité⁵⁷.

Facettes de l'apartheid

Ces témoignages faisaient entrer un peu plus dans le détail de l'apartheid que les ouvrages généraux consacrés à l'Afrique du Sud par des chercheurs ou des journalistes. Dans la littérature militante, les numéros spéciaux d'*Apartheid Non !* déjà cités permettaient de comprendre plus précisément ce que signifiait **système** de l'apartheid : un ensemble de mécanismes fonctionnant en synergie pour façonner la société sud-africaine au profit d'une minorité, et affectant tous les domaines de la vie politique, économique et sociale. Il était donc légitime et nécessaire que des travaux s'attachent à des objets plus circonscrits pour dévoiler, derrière le discours du développement séparé ou parallèle, les implications systémiques d'une domination globale. Cette domination était nourrie d'imaginaires spécifiques, relatifs à l'espace et au sang, qui irriguaient le politique sud-africain et guidaient les manipulations économiques ; Philippe-Joseph Salazar, qui fut pendant de longues années professeur de langue et de littérature françaises à l'université du Cap, analysa ces imaginaires en soulignant leurs spécificités sud-africaines mais il insistait aussi sur le fait que l'apartheid, en tant que société de race, n'était qu'un cas particulier des assujettissements qui dans toutes les sociétés contemporaines privilégient les différences. Condamner l'Afrique du Sud revenait, pour lui, à tendre un miroir à ses lecteurs⁵⁸...

⁵³ Russell, D., *Apartheid : Winnie Mandela et des femmes d'Afrique du Sud racontent*, traduit de l'américain par Francine Siety, adaptation de Elisabeth Kern, Paris, First, 1991, 252 p.

⁵⁴ Breytenbach, B., *Confession véridique d'un terroriste albinos*, traduit de l'anglais par Jean Guiloineau, Paris, Stock, 1984, 354 p.

⁵⁵ Farisani, T. S., *Journal d'une prison sud-africaine*, traduit par Alice Boggio, Paris, Centurion, 1988, 168 p.

⁵⁶ Mandela, N., *L'apartheid*, précédé d'une lettre de Breyten Breytenbach, Paris, Éditions de Minuit, 1985, VI-111 p.

⁵⁷ Du Boulay, S., *Desmond Tutu, la voix de ceux qui n'ont pas la parole*, Paris, Centurion, 1989, 346 p.

⁵⁸ Salazar, Ph.-J., *L'intrigue raciale : essai de critique anthropologique, l'Afrique du Sud*, Paris, Méridiens-Klincksieck, 1989, 230 p.

L'un des mythes enracinés dans les imaginaires était celui de l'antériorité du peuplement européen de l'Afrique du Sud : les colons blancs y seraient arrivés avant les populations de langues bantoues. C'est pour exposer la fausseté de ce mythe que Marianne Cornevin, après avoir signé un ouvrage de présentation générale de la situation de l'Afrique du Sud après le soulèvement de Soweto⁵⁹ rédigea, à la demande de l'UNESCO, une réfutation des falsifications historiques utilisées par les tenants de l'apartheid. Son exposé minutieux, détaillé faisait litière des arguments erronés de certains historiens sud-africains⁶⁰. L'espace, catégorie centrale de l'imaginaire afrikaner, se trouvait organisé par l'apartheid afin de séparer, cloisonner, isoler et, le cas échéant, réprimer. Antoine-Jean Bullier entreprit, pour décrire ces agencements et analyser leurs effets, une géopolitique de l'apartheid dans laquelle il expliquait précisément en quoi consistait la politique de « grand apartheid » aboutissant à l'indépendance factice des bantoustans ; il ne s'agissait là, expliquait-il, que d'une modernisation du système dans le cadre de laquelle les appartenances ethniques étaient reconstituées, modernisation qui ne pouvait aboutir qu'à la fabrication d'entités dépendantes et économiquement non viables⁶¹. Il disséqua plus finement encore ces stratégies ethniques dans sa thèse, à propos du Transvaal, en en reconstruisant l'arrière plan historique ; il concluait à l'échec de ces politiques, consolidées par la constitution de 1983, et entrevoyait que les puissances économiques sud-africaines commençaient à réaliser que de véritables réformes devenaient nécessaires⁶². Un autre exemple de ces stratégies ethniques était fourni par les jeux multiples de Mangosuthu Buthelezi et de son parti Inkatha, que décrivait un étudiant sud-africain membre de l'ANC⁶³. Claude Meillassoux, pour une publication parrainée par l'UNESCO et l'OUA, rassembla un collectif de spécialistes-militants qui, eux aussi, s'attachèrent à disséquer les usages de la culture en Afrique du Sud, mettant au jour la manière dont de supposées identités ethniques étaient artificiellement cristallisées et dont le passé était reconstruit pour servir à la domination raciale⁶⁴.

Derrière l'organisation politique qui visait à faire des Africains noirs des étrangers dans leur pays, qui cantonnait les métis et les Indiens au rang de citoyens de nième zone dotés de pseudo-institutions autonomes, derrière la division des espaces, un mode de répartition des richesses était mis en place. L'apartheid comme réalisation particulière du capitalisme ou de l'impérialisme apparaissait fréquemment dans les textes militants mais, curieusement, l'économie ne fit pas, en tant que telle, l'objet de beaucoup d'études. René Lefort caractérisa l'ère ouverte par le soulèvement de Soweto comme une crise du capitalisme racial, crise rendue complexe par l'interpénétration des capitaux internationaux et des capitaux sud-africains et qui posait la question du choix entre lutte de libération nationale et lutte de classes⁶⁵. La compréhension de cette crise complexe suscitait de nombreux débats théoriques, notamment parmi les universitaires sud-africains qui avaient, en exil, la possibilité de confronter leurs points de vue. Des textes rassemblés par Christine Messiant et Roger Meunier donnèrent une idée des points en discussion chez les marxistes : spécificités du capitalisme sud-africain et relations capital sud-africain-capital international, articulation mode de production capitaliste-modes de production non capitalistes, place de la classe ouvrière blanche. Dans l'esprit des auteurs

⁵⁹ Cornevin, M., *L'Afrique du Sud en sursis*, Paris, Hachette, 1977, 287 p.

⁶⁰ Cornevin, M., *L'apartheid, pouvoir et falsification historique*, Paris, UNESCO, 1979, 155 p.

⁶¹ Bullier, A.-J., *Géopolitiques de l'apartheid : stratégie ethnique de Pretoria*, Paris, Presses universitaires de France, 1982, 175 p.

⁶² Bullier, A.-J., *Partition et répartition : Afrique du Sud, histoire d'une stratégie ethnique : 1880-1980*, Paris, Didier érudition, 1988, 529 p.

⁶³ Mzala (pseud.), *Buthelezi et l'Inkatha : le double jeu*, traduit de l'anglais, préface et postface d'Antoine Bouillon, Paris, L'Harmattan, 1993, VII-287-XLII p.

⁶⁴ Unesco. Division des droits de l'homme, de la démocratie et de la paix, *Verrouillage ethnique en Afrique du Sud*, sous la direction de Claude Meillassoux, Addis-Abeba, Organisation de l'unité africaine ; Paris, Unesco, 1988, 118 p.

⁶⁵ Lefort, R., *L'Afrique du Sud, histoire d'une crise*, Paris, F. Maspero, 1977, 152 p.

rassemblés en ce volume, il s'agissait au début des années 1970, alors que l'apartheid semblait triompher, de redonner à la lutte des bases théoriques⁶⁶. L'organisation de la classe ouvrière noire en syndicats capables de peser sur les conditions de travail et de rémunération des salariés, de lutter contre le déni de leurs droits de citoyens était également un objet de recherche pour lequel Brigitte Lachartre, du CRIAA, fournit des documents importants⁶⁷. Mais il fallut attendre après 1990 pour qu'un ouvrage rende compte des transformations du mouvement syndical sud-africain dans les années 1980⁶⁸.

De l'extérieur, le sport n'apparaissait peut-être pas comme un des enjeux les plus importants de la lutte pour la dignité et les droits civiques en Afrique du Sud. Pour les Sud-africains, toutefois, il tenait une place symbolique importante : sa ségrégation mettait au grand jour la séparation des races ; le boycott des équipes nationales sud-africaines était ressenti comme une vexation, injustifiée pour beaucoup de blancs : Antoine Bouillon, secrétaire général du MAA, et Robert Archer ne s'y trompèrent pas qui voyaient dans le sport un « champ politique ». C'est donc sous cet angle qu'ils l'abordèrent, qu'ils en détaillèrent l'organisation, pour inviter à renforcer l'isolement du sport officiel sud-africain tout en affirmant la solidarité avec les mouvements sportifs non raciaux⁶⁹.

Les inventeurs de l'apartheid tentèrent de le légitimer en puisant dans les écritures chrétiennes ; d'autres chrétiens réfutèrent leurs interprétations et voulurent prouver que le message christique était libérateur ; dans les années 1970, ils s'inspirèrent fréquemment de la théologie de la libération afro-américaine. Cette inspiration fut importante pour Steve Biko et les tenants de la conscience noire⁷⁰. Elle nourrit des grands débats dans les Églises sud-africaines dont témoignaient les textes rassemblés par Anne-Marie Goguel et Pierre Buis⁷¹. À ces textes protestants, il convient d'ajouter la réflexion du dominicain Albert Nolan, membre de l'Institut pour la théologie contextuelle, qui considérait le péché comme cause de la souffrance et en déduisait qu'en Afrique du Sud, le péché originel était communiqué par l'apartheid. Au peuple « crucifié » de son pays, l'évangile apportait, selon lui, un message prophétique qui invitait à lutter contre le péché de l'apartheid ; en fin de compte, arguait-il, Dieu faisait du nouveau en Afrique du Sud (p. 271)⁷².

Sanctionner l'apartheid

Un grand nombre d'ouvrages publiés en France sur l'Afrique du Sud avant 1990 concluaient en appelant à un renforcement des pressions internationales et des sanctions économiques afin que Pretoria se retrouvât frappée d'ostracisme, acculée à accepter des changements vers lesquels la bienveillance politique, économique⁷³ ou

⁶⁶ Messiant, Ch. ; Meunier, R., dir., *Apartheid et capitalisme : le système économique de l'Afrique du Sud*, introduction de Roger Meunier, traductions de Marie-Christine Gerber, Christine Messiant et Roger Meunier, Paris, F. Maspero, 1979, 210 p.

⁶⁷ Lachartre, B., *Luttes ouvrières et libération en Afrique du Sud*, Paris, Syros, 1977, 198 p.

⁶⁸ Jacquin, Cl., *Une gauche syndicale en Afrique du Sud : 1978-1993*, préface de Jean Copans, Paris, L'Harmattan, 1994, 227 p.

⁶⁹ Bouillon, A. ; Archer, R., *Le sport et l'apartheid*, Paris, Éditions Albatros, 1981, 319 p. ; Plus tard, Jean-Pierre Baudis reviendra sur l'histoire particulière du rugby : Baudis, J.-P., *Le rugby sud-africain : histoire d'un sport en politique*, Paris Karthala, Talence, MSHA, 1995, 210 p.

⁷⁰ Woods, D., *Vie et mort de Steve Biko*, traduit de l'anglais, Paris, Stock, 1978, 480 p.

⁷¹ Goguel, A.-M. ; Buis, P., dir., *Chrétiens d'Afrique du Sud face à l'apartheid*, Paris, L'Harmattan, 1978, 291 p.

⁷² Nolan, A., *Dieu en Afrique du Sud*, traduit de l'anglais par Philippe Denis, Paris, Éditions du Cerf, 1991, 300 p.

⁷³ Bienveillance des multinationales à base européennes qui « [...] craignent qu'une "victoire" des Noirs ne déchaîne les conflits tribaux qui ont, à leur avis, paralysé et corrompu de nombreux États

militaire de bien des puissances ne l'incitait pas à s'engager. Aдови Adotevi, journaliste togolais sceptique quant aux chances de réussite du « dialogue », invitait les pays afro-asiatiques à isoler le pays de l'apartheid⁷⁴. Jean-Claude Barbier et Olivier Désouches, secrétaire général du MAA après 1986, offraient un argumentaire fourni pour justifier une politique de sanctions, sans cacher qu'elles ne pourraient jouer qu'un rôle auxiliaire des luttes internes⁷⁵. Bernard Taillefer soutenait que, compte tenu de la place de la France parmi les soutiens de l'Afrique du Sud, il fallait s'y opposer fermement à toute collaboration Paris-Pretoria ; pour permettre de choisir précisément les cibles d'actions militantes, il fournissait une liste des personnalités politiques françaises favorables à l'Afrique du Sud et des entreprises françaises y ayant des intérêts⁷⁶. De manière plus diplomatique, mais non sans fermeté dans les termes sinon dans l'action, les organisations internationales ont condamné, dès l'origine, l'apartheid et appelé à la mise en place de sanctions contre l'Afrique du Sud. Ce fut le cas de l'ONU et de ses organisations spécialisées⁷⁷, notamment l'UNESCO, du Bureau international du travail⁷⁸ et du Commonwealth⁷⁹, dont les publications sur l'Afrique du Sud étaient disponibles en français.

Épilogue

La plupart des ouvrages français, ou en français, sur l'Afrique du Sud publiés avant 1990 avaient pour but principal ou accessoire de faire comprendre ce qu'était l'apartheid et pourquoi il devait être condamné. Certains reposaient sur une information de qualité, glanée sur place ou reconstruite de seconde main, et proposaient des analyses qui engageaient la réflexion ; d'autres étaient plus schématiques, plus simplistes et tendaient à ne peindre l'Afrique du Sud qu'en grandes oppositions de blocs isolés dans leur supposée homogénéité. Depuis 1990, depuis qu'il est possible à tous les observateurs — journalistes, universitaires, militants des droits humains — de se rendre librement en Afrique du Sud et d'y travailler sans faire l'objet d'une surveillance policière, la connaissance du pays et de son histoire, y compris des mécanismes du racisme, de la ségrégation et de l'apartheid, s'est considérablement améliorée. Les années 1990 ont vu une nouvelle génération de chercheurs se prendre d'engouement pour l'Afrique du Sud, aidés par la possibilité d'obtenir des financements pour des projets portant sur un sujet devenu « à la mode » ; des événements extraordinaires — tels que les premières élections au suffrage universel en 1994 ou les travaux de la Commission vérité et réconciliation — ont suscité l'intérêt des journalistes et la production d'écrits qui en rendent compte. Au cours des premières années du 21^{ème} siècle, la fascination a

noirs indépendants d'Afrique. » (p. 97), Hamilton, G., *Les multinationales européennes en Afrique du Sud*, traduit par Valérie Kataros, Paris, Presses universitaires de France, 1986, 109 p. (Les dossiers de l'Institut de Recherche sur les Multinationales, Genève).

⁷⁴ Adotevi, A. J. B., *L'apartheid et la société internationale*, Dakar, Nouvelles éditions africaines, 1978, 240 p.

⁷⁵ Barbier, J.-Cl.; Désouches, O., *Sanctionner l'apartheid : quatorze questions sur l'isolement de l'Afrique du Sud*, Paris, La Découverte, 1987, 193 p.

⁷⁶ Taillefer, B., *Le dernier rempart : France - Afrique du Sud*, Paris, Le Sycomore, 1980, 259 p.

⁷⁷ Les textes adoptés par les Nations unies sont rassemblés dans : Nations Unies. Département de l'Information, *Les Nations Unies et l'apartheid : 1948-1994*, avec une introduction de Boutros Boutros-Ghali, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, New York, Nations Unies, 1995, 572 p., où l'on trouvera le détail des publications en français de l'ONU, auxquelles il faut ajouter la collection du périodique *Objectif : justice*, New York, Nations Unies, 1969-199X, qui traitait de l'apartheid dans le cadre de la lutte contre la colonisation et les discriminations raciales.

⁷⁸ Voir la série : Conférence internationale du travail, *Rapport spécial du Directeur général sur l'application de la Déclaration concernant l'action contre l'Apartheid en Afrique du Sud*, Genève, BIT, 1965-199X.

⁷⁹ Commonwealth Group of Eminent Persons, *Vers une solution négociée en Afrique du Sud : les conclusions du Groupe des Sages du Commonwealth*, Paris, L'Harmattan, 1989, 189 p.

quelque peu décliné, la banalisation de la vie politique sud-africaine, la disparition de tout « risque » révolutionnaire ne maintenant au premier plan des images sud-africaines généralement diffusées que l'ordinaire des inégalités engendrées par une politique économique libérale et l'effroyable d'une criminalité immense. Les raisons d'agir des militants anti-apartheid ont disparu ; dans une mesure modeste mais non négligeable, ceux qui œuvrèrent en France ont contribué à la disparition de ce qu'ils combattaient : l'apartheid et les politiques françaises de soutien à Pretoria et aux entreprises tirant leurs bénéfices de l'exploitation extrême des travailleurs permise par ce système. Les changements survenus dans les années 1990 ont toutefois lancé de nouveaux défis : questionnements intellectuels originaux suscités par l'évolution du pays mais aussi par la possibilité de découvrir avec plus de finesse ce que fut son passé ; batailles militantes renouvelées — dans lesquelles où l'« humanitaire » ne saurait masquer le politique — s'attaquant autant aux causes récentes de pauvreté qu'à la pérennisation des héritages inégalitaires, ou s'efforçant d'enrayer la pandémie de sida. L'Afrique du Sud n'a donc pas cessé, entre 1990 et 1994, d'être « intéressante » et potentiellement mobilisatrice. Et aujourd'hui comme hier, l'action ne peut être conçue sans connaissance ; pour la fonder bien des livres que nous avons évoqués demeurent utiles.